

30 novembre 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Tony Blair Premier ministre du Royaume Unis, sur la préparation de la conférence de Nice, la fiscalité et la maladie de la vache folle, Teeside (Grande Bretagne), le 30 novembre 2000.

M. TONY BLAIR - En vous accueillant au nord-est de l'Angleterre, M. le Président, c'est un grand plaisir et c'est un grand honneur pour nous tous. Et tout le monde, dans ma circonscription, est absolument ravi de vous avoir avec nous. C'est un honneur et un grand plaisir.

Nous avons des questions très importantes à discuter ici en vue de la préparation du sommet de Nice. Pour moi, le premier point à l'ordre du jour à Nice, c'est l'élargissement de la Communauté pour faire adhérer tous ces pays qui veulent se joindre à l'Union européenne.

Bien évidemment, nous allons discuter tous les détails de ce processus, comme la repondération des votes, comme la question de l'unanimité, du vote à la majorité qualifiée, de la défense européenne. Toutes ces questions, on va les discuter, bien évidemment.

Il ne faut jamais oublier que le but de tout ce processus, c'est l'élargissement. Et si jamais quelqu'un se pose la question d'où vient l'importance de l'Union, eh bien, ils n'ont qu'à réfléchir sur l'importance qu'autant de pays, autant de peuples donnent à cette Union européenne, et qu'ils veulent s'incorporer dans cette Union et partager la paix et la sécurité qui existent dans cette Union.

Encore une fois, bienvenue M. Le Président, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. Solana et toute la délégation française. Bienvenue ici, dans le nord-est de l'Angleterre.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord dire à Tony BLAIR combien je suis heureux de me trouver dans sa circonscription, dans le nord-est de l'Angleterre, et d'arriver par un "lovely day" qui est bien agréable à

C'est un plaisir pour moi que d'être ici et j'adhère tout à fait à la vision que vient d'exprimer Tony BLAIR. C'est vrai que notre vision commune de l'Europe de demain est celle d'une Europe élargie, élargie à l'ensemble du continent. Tout simplement parce que nous avons voulu l'Europe, qui soit à la fois pacifique, démocratique et prospère, et ceci suppose qu'on le fasse dans l'ensemble du continent. On ne peut pas recréer de nouvelles frontières à l'intérieur de l'Europe, nous savons ce que cela nous a coûté dans le passé.

Pour pouvoir nous élargir, pour pouvoir assumer les responsabilités nouvelles de cette Europe élargie, nous sommes obligés de faire des réformes dans notre système institutionnel et, cela, c'est l'un des deux objets principaux de Nice.

A Nice, nous voulons d'une part répondre à un certain nombre d'ambitions légitimes de tous nos compatriotes, en améliorant leurs conditions de vie dans bien des domaines, et nous voulons mettre en place un système capable de gérer une Europe à vingt-sept, à trente, à trente-cinq. C'est le double défi. Et, de ce point de vue, nous avons, avec nos amis britanniques, la même ambition, le même objectif, la même vision. Et, ce soir, nous allons tranquillement et amicalement discuter des différents points de cet agenda.

QUESTION - Vous êtes sûr de tomber d'accord ce soir étant donné les conflits de positions sur la

fiscalité et sur d'autres questions ?

M. TONY BLAIR - Je dirai tout d'abord que les questions à discuter sont d'une complexité extrême et je voudrais commencer en rendant hommage à la présidence française, dans la façon dont ils ont préparé ces discussions. Néanmoins, cela dit, je suis sûr que la volonté existe de tomber d'accord. Bien sûr, chaque pays a ses limites, mais il y a aussi beaucoup de choses que les pays ont en commun. Et, pour moi, il n'y a pas de doute que nous allons trouver des solutions, je suis sûr que nous allons trouver des solutions.

Et comme je l'ai déjà constaté lors des autres réunions présidées par la France, nous ne pouvons pas avoir de meilleur Président que le Président de la République française.

LE PRESIDENT - Je n'ai rien à ajouter, à ce que dit le Premier Ministre ! Il est certain que nous sommes quinze et qu'il y a des problèmes qui doivent être assumés par chacune des nations. Et toute la difficulté mais aussi toute l'ambition de notre démarche, c'est d'arriver à faire en sorte qu'avec ces quinze problèmes et contradictions, on fasse une ambition commune. Nous y arriverons, parce que nous le voulons.

QUESTION - M. le Premier ministre, votre ministre des Affaires étrangères a parlé de lignes rouges, que la Grande Bretagne partait avec ses lignes rouges et rentrerait de Nice avec ses lignes rouges, les mêmes. Est-ce que cela veut dire qu'il n'y aura pas de négociation ?

M. TONY BLAIR - Evidemment, on va négocier sur beaucoup de choses à Nice. Mais il est vrai que chaque pays a des choses qui lui sont chères et qu'ils doivent sauvegarder.

Mais si on regarde l'agenda de Nice dans son ensemble, il est clair qu'il y a des différences et il est aussi clair qu'il y a énormément de choses, des idées, en commun.

Nous avons déjà dit clairement qu'il faudra sauvegarder l'unanimité sur la fiscalité et la sécurité sociale. Nous avons clairement expliqué pourquoi nous sommes contre une harmonisation fiscale partout en Europe mais je dois expliquer également qu'il y a bien d'autres domaines où nous sommes positivement en faveur d'un mouvement en faveur d'un vote à la majorité qualifiée.

LE PRESIDENT - Il y a forcément pour chacun des lignes rouges. Chacun les indique. A partir de là, il y a les lignes rouges que l'on pourra effacer pendant la négociation et il y a celles que l'on ne pourra pas effacer. Et nous allons faire en sorte que la grande voie verte puisse passer entre les lignes rouges. Voilà ! C'est simple.

QUESTION - Pour la France, quelles sont les lignes rouges et quels sont les efforts que la France est prête à faire, car chaque pays doit faire des efforts, comme vous l'avez dit à Dublin.

LE PRESIDENT - La France a d'abord une ambition qui est de faire en sorte que le système qui sortira de nos négociations soit un système viable, c'est-à-dire capable de gérer une Europe élargie. Cela, c'est une vraie ligne rouge, ce qui veut dire que nous n'accepterons pas, mais le Premier ministre britannique est aussi de cet avis, un accord qui serait un accord à minima. Et puis, alors, s'agissant des lignes rouges nationales, si j'ose dire, nous en avons aussi, naturellement. Par exemple tout ce qui touche à un certain nombre de services, notamment la partie culturelle, c'est pour nous quelque chose de tout à fait essentiel, comme la fiscalité pour l'Angleterre. Je le répète, tout ceci doit s'inscrire dans un mouvement général.

QUESTION - Nous savons que le boeuf n'est pas sur le menu ce soir, mais est-ce que vous allez discuter des questions relatives au boeuf et à l'embargo sur le boeuf anglais qui persiste encore ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas refusé de manger du boeuf britannique. Evidemment que nous allons en parler. Et je voudrais dire, simplement, qu'il apparaît clairement aujourd'hui que tous les pays européens sont confrontés aux mêmes problèmes, que c'est une affaire européenne qui doit être gérée par l'ensemble de l'Europe de façon solidaire et efficace. Voilà la réalité des choses. Et après, c'est vrai, il y a des hésitations, parce que c'était un problème complexe, que les différentes agences de sécurité, les experts n'avaient pas toujours le même avis. Maintenant, il apparaît clairement que nous devons ensemble apporter une solution conforme aux exigences de la santé publique et du principe de précaution, ensemble, au niveau européen.

M. TONY BLAIR - Pour commencer, laissez moi vous expliquer que nous allons manger de l'agneau. Nous exportons 150 millions de Livres, en valeur, d'agneau vers la France, ce qui est beaucoup plus que les importations de boeuf français vers la Grande-Bretagne. Ce que je dois dire, c'est que nous allons respecter les avis des agences scientifiques. Nous allons expliquer la

aire, c'est que nous allons respecter les avis des agences specialisees. nous allons appliquer la loi, nous allons continuer à le faire et cela, c'est dans le meilleur intérêt et du Royaume-Uni, et de nos agriculteurs, et des peuples de nos deux pays. Et je suis entièrement d'accord avec le Président de la République française quand il dit que cela, c'est un problème que toute l'Europe a en commun.

Voilà pourquoi nous appuyons les mesures d'action proposées au niveau européen pour protéger la santé publique et pour protéger nos consommateurs. Cela, c'est la meilleure façon de faire face à ce problème. C'est la bonne méthode pour faire face, dans le meilleur intérêt de tout le monde concerné.

Merci.